

**Avis adopté**

Séance plénière du 28 octobre 2025

*Egalité des chances : mythe ou réalité ?*

*Rapport annuel sur l'état de la France 2025*

**Déclaration du groupe Artisanat et professions libérales**

Si notre pays connaît – grâce à son système de redistribution – des inégalités de revenus parmi les plus faibles en Europe et dans le monde, la mobilité sociale reste, quant à elle, vécue comme difficile par une majorité de Français, et cela plus encore depuis 20 ans.

L'égalité des chances demeure pourtant un enjeu partagé qui dépasse tous les clivages politiques. Mais alors qu'aujourd'hui le débat public semble vouloir l'aborder sous le seul angle des inégalités de patrimoine et de la fiscalité, le RAEF et l'enquête qui l'accompagne nous offrent une vision beaucoup plus large des facteurs à prendre en compte.

Les domaines dans lesquels les Français peuvent rencontrer des freins sont en effet d'une grande diversité : accès à la formation, au diplôme, à la mobilité, au logement, aux services publics, à la santé etc. Cela démontre la nécessité d'une approche systémique pour relancer la promesse républicaine d'offrir à chacun les mêmes opportunités de réussite.

Parmi les actions prioritaires à conduire, nous observons que les leviers de l'éducation et de la formation arrivent en tête des réponses. En effet, l'École française peine à déjouer le rôle exercé par l'origine sociale sur les performances et les parcours des élèves. On peut y ajouter le poids des stéréotypes qui perdurent et affectent les choix d'orientation, en particulier pour les filles. Il est donc crucial de s'attaquer résolument à ces problèmes identifiés de longue date.

Notre groupe ne peut que partager cette nécessité de remobiliser en priorité le système éducatif pour relever le défi de l'égalité des chances, tant il influe sur le parcours professionnel futur. Cela doit passer aussi par un soutien conforté aux formations professionnalisantes de tous niveaux qui peuvent représenter une voie de « 2e chance » ou de reconversion, mais aussi une opportunité de poursuite d'études supérieures particulièrement plébiscitée par les jeunes de milieu modeste. A ce titre, nous alertons une fois encore sur les effets des multiples coupes budgétaires qui affectent l'apprentissage et dont on peut déjà mesurer les impacts délétères.

De l'enquête accompagnant le RAEF, nous relevons par ailleurs la hausse du pessimisme des Français sur l'avenir et en même temps leur faible confiance dans la capacité des politiques publiques à agir positivement sur l'égalité des chances.

Pour notre groupe, cela démontre une forte attente de réformes structurelles qui soient en mesure d'apporter à chacun des réponses concrètes à ses difficultés actuelles, notamment sur les revenus du travail, tout en ouvrant à tous des perspectives permettant de se projeter dans l'avenir avec confiance.

Le groupe Artisanat et Professions libérales a voté en faveur du RAEF.